

Tél : 01 48 10 86 29

Fax : 01 48 10 86 26

SIAES AIX MARSEILLE  
Jean Baptiste VERNEUIL  
133 rue Jaubert  
13005 MARSEILLE

Monsieur

J'ai bien reçu votre courrier portant à ma connaissance votre appréciation sur la politique éducative qui a été appliquée et celle qui devrait l'être.

Vous constatez que les nombreuses « réformes » du système éducatif ont été menées par tous les gouvernements successifs – de droite comme de gauche – avec l'objectif camouflé de faire des économies budgétaires. C'est vrai et c'est scandaleux ! Car ces économies qui mettent en péril l'éducation de générations entières, n'ont été faites par ces gouvernements que pour faire toujours plus de cadeaux fiscaux aux couches les plus riches de la population, pour baisser les impôts sur les bénéfiques des plus grandes entreprises et pour diminuer toujours plus leurs cotisations sociales.

Il serait indispensable, au minimum, de recruter un nombre d'enseignants équivalent à celui qui a été supprimé ces dernières années. Car quelques soient les méthodes pédagogiques employées, s'il n'y a pas de professeurs en face des élèves, il n'y a pas d'éducation possible. Et si l'on veut, dans les établissements scolaires où les élèves sont les plus en difficulté, leur donner une chance il faut certainement réduire le nombre d'élèves par classe et pour cela recruter des enseignants, entre autres personnels indispensables.

Cela coûterait cher au budget de l'État ? Oui, mais l'argent abonde dans les caisses des grandes entreprises du pays qui ont engrangé l'année dernière près de 100 milliards d'euros de profits (bien plus que le budget global de l'enseignement scolaire du pays), et plutôt qu'être utilisé à enrichir encore des gros actionnaires ou à spéculer - y compris contre les États qui sont acculés à faire des coupes sombres dans les budgets éducatifs - , il serait mieux utilisé pour l'avenir de la jeunesse. Et l'argent dépensé en armement, au travers des 38 milliards d'euros du budget de la défense, devrait plutôt l'être pour « la formation générale de l'esprit, la transmission du savoir et la promotion d'une culture humaniste ».

Toutefois les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes d'aujourd'hui, et avec eux les enseignants, dépassent de loin le seul cadre de l'école et leur solution ne viendra pas seulement d'une politique éducative différente, même bien mieux financée qu'aujourd'hui.

Comme vous le savez certainement je suis moi-même enseignante en Seine-Saint-Denis, et je suis particulièrement touchée quand je constate l'énergie que mettent beaucoup d'élèves à réussir leur parcours scolaire, malgré des situations familiales et sociales parfois bien difficile à supporter pour des adolescents. Et je suis tout autant révoltée parce que je ne peux pas ignorer les immenses difficultés que ces élèves rencontreront pour simplement décrocher un CDI. D'ailleurs ces élèves sont assez conscients eux-mêmes de cette facette de l'injustice sociale.

La crise de l'économie capitaliste se traduit partout par la catastrophe du chômage de masse, qui ronge le monde du travail depuis plusieurs décennies, et qui s'accroît aujourd'hui. Un quart des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, d'après les statistiques officielles, et bien plus dans certains quartiers, dans certaines villes. Et ce n'est certainement parce que les enseignants ne seraient pas à la hauteur de leur métier.

Car les jeunes qui travaillent « galèrent » de stages en petits boulots précaires et en général très mal payés, c'est le cas même pour les jeunes qui sortent diplômés de leur parcours scolaire. Par ailleurs, qu'y-a-t-il de plus profondément démoralisant pour un collégien que de voir sa mère ou son père perdre son travail ?

Avec cet avenir bouché, comment s'étonner de la montée de l'indifférence que manifestent des élèves vis-à-vis de l'institution scolaire, et de l'aggravation des problèmes de discipline et de violence que l'on peut malheureusement constater ?

Encadrer les élèves, particulièrement dans les zones difficiles, avec plus d'adultes (enseignants, mais aussi surveillants, CPE, infirmières scolaires...) est une réponse immédiate et de bon sens si l'on veut freiner cette évolution. En tant que communiste, je pense qu'une économie où les moyens de production indispensables à la vie de la collectivité seront possédés et mis en œuvre collectivement et où chacun pourra contribuer par son travail au bien-être matériel de tous, aura comme effet de donner des perspectives d'avenir à la jeunesse autrement plus enthousiasmantes que la lutte individuelle pour l'emploi et pour la survie.

Sur un point précis, je tiens à vous dire que je suis réticente à l'idée que vous soulevez, d'introduire la possibilité de mettre des jeunes en apprentissage dès l'âge de 14 ans. Aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme où les entreprises (les grandes, comme les petites qui leur sont soumises) permettent avant tout aux patrons, aux actionnaires, de vivre de l'exploitation du travail salarié, mettre à leur disposition les plus jeunes ne peut être qu'une régression. Dans de nombreuses régions du monde le travail des enfants est une calamité engendrée par la pauvreté de la population travailleuse et la rapacité des entreprises (souvent filiales ou sous-traitants des plus grandes multinationales des pays riches).

Le jour où les travailleurs mobilisés seront suffisamment forts pour contrôler ce qui se passe dans les entreprises et s'opposer à l'exploitation, alors là oui l'éducation de la jeunesse pourra se dérouler conjointement dans des établissements scolaires où la culture générale sera enseignée et transmise, et dans les lieux de travail où les aspects concrets de la production et de la vie sociale pourront être transmis aux jeunes générations. Et là il ne sera plus question d'exploitation et la barrière entre le travail intellectuel et le travail manuel tombera.

Veillez croire, Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

**Nathalie ARTHAUD**

